

Concours : SA EXTERNE 2025

Epreuve matière : cas pratique

N°Anonymat : L251A221000212

Nombre de pages : 4

Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité,
de la Forêt, de la Mer et de la Pêche
Direction des Ressources Humaines
Bureau de

A Limoges le

Porte à l'attention du Ministère de la
Transition Écologique, de la Biodiversité, de
la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Objet : Note sur la transformation numérique de la fonction publique
au sein du Ministère

Références : Extrait du rapport 2022, Défenseur des droits et fracture
numérique

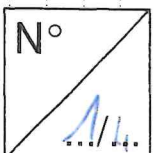
feuille de route de la D.N.I.T., 9 mars 2023, un état de
numérique au service de l'efficacité de l'action publique

Cour des comptes, 10/07/2024, pilotage de la transformation numérique
de l'Etat par la direction interministérielle du numérique
articles internet sur www.fn

Le numérique est l'un des sujets prioritaires du Gouvernement depuis
quelques années. La société évolue rapidement et il est indispensable de
s'adapter en permanence. L'Etat souhaite faire évoluer la fonction publique
vers un numérique de qualité. Pour cela, il est nécessaire de transformer
les actions, les moyens et les méthodes utilisés. Même si cette aim numérique
est déjà bien avancée, il reste certains défis à surmonter pour les agents
publics mais aussi pour le bien des usagers.

Dans un premier temps, nous aborderons la notion de fracture numérique
par les usages du service public et les postes d'évolution. Puis, dans
un second temps, nous présenterons la démarche de transformation
numérique au sein de la fonction publique ainsi que les impacts et
perspectives pour les agents.

I Définition de la fracture numérique par les usages du
service public et ses postes d'évolution



A. Définition et constat de la fracture numérique

La notion de fracture numérique est relativement récente. Il s'agit des inégalités face au numérique. Il s'agit des différences entre ceux qui disposent des outils numériques et qui les maîtrisent et les personnes qui en sont dépourvues. Cette inégalité fait écho à une autre notion nouvelle, l'"électronisme". Les usagers, ne sachant pas utiliser internet, n'ont pas réalisé certaines tâches administratives en ligne.

Ces inégalités sont préoccupantes dans notre société digitale. Environ 35% de la population rencontre toujours des difficultés à utiliser les outils numériques. Une personne sur dix n'a pas d'accès à internet. Même si le taux d'équipement des ménages a sensiblement progressé depuis un précédent rapport de 2019, certaines populations restent exclues. C'est le cas notamment, des plus de 65 ans. En 2022, 23% d'entre eux déclarent avoir rencontré des difficultés pour remplir leurs démarches administratives. Les personnes non diplômées, pauvres ou bénéficiaires des minima sociaux sont particulièrement mis à l'écart de cette dématérialisation. Ainsi, 40% des non diplômés n'ont pas d'accès à internet à leur domicile. Enfin, une autre partie de la population est pénalisée, il s'agit des détenus et des sans-abris, mais aussi les personnes souffrant de handicap. Seulement 40% des sites publics sont accessibles aux personnes handicapées. L'accès aux services publics dématérialisés est un véritable combat contre les inégalités et pour l'inclusion. Pour cela, certaines pistes d'évolution sont préconisées.

B. Les pistes d'évolution envisagées pour palier à ces inégalités

Sur le plan matériel, il est nécessaire de poursuivre les efforts dans la couverture du territoire en accès à internet et l'installation de la fibre. Il faut également maintenir plusieurs modalités d'accès aux services. Sur les sites, une ergonomie adaptée et un vocabulaire simple doit être employé pour une meilleure compréhension pour tous. Sur le plan humain, il faut mettre en place des actions d'accompagnement pour les publics éloignés des services publics. Un accompagnement des usagers est indispensable pour faire face à la rapide dématérialisation des services publics afin de garantir un accès équitable à tous les usagers.

Les plans mis en place par le gouvernement doivent se poursuivre pour un numérique inclusif. Par exemple, les maisons France services qui ont été créées en 2019 pour répondre aux demandes de proximité et d'accessibilité des services publics. De nouvelles structures sont à envisager pour poursuivre à leur tour missions sur l'ensemble du territoire. Pour cela, la mise en place d'un budget adéquat est nécessaire. Il est notamment prévu un financement à hauteur de 6000 euros par structure en 2026. Des nouvelles feuilles de route sont également en cours comme "France numérique ensemble".

Enfin, une meilleure lisibilité des sites internet de l'état ainsi que la qualité des démarches doit être poursuivie ainsi que des campagnes de sensibilisation.

Après avoir apporté à notre connaissance les évolutions pour les usagers nous abordons la transformation numérique pour la fonction publique et ses agents.

II. La démarche de transformation numérique au sein de la fonction publique ainsi que ses impacts et perspectives sur les agents

A. La démarche de transformation numérique de la fonction publique

La suite numérique mise en place par l'état permet aux agents de disposer d'outils numériques plus performants et facilitant le travail collaboratif à distance. Cet outil a été mis en place par la DINUM (direction interministérielle du numérique). Cela permet aux agents une certification unique - Cela favorise la collaboration interministérielle.

D'autres outils numériques sont déjà utilisés pour faciliter le travail des agents (Tchap, France transfert).

En 2023, une nouvelle feuille de route a été validée, elle a pour objectif de renforcer le contenu des projets numériques, le professionnalisme et les compétences humaines, l'exploitation des données publiques et la souveraineté numérique. Par une pilotage efficace, un comité interministériel annuel présidé par le Premier ministre est nécessaire.

Il est important de voter un budget concernant le budget de la DINUM ainsi que la gestion des ressources humaines et de s'assurer de sa légitimité.

Toutefois, les missions sont au cœur de la transformation numérique l'ouverture des données publiques, la conception et la gestion du service interministériel de l'état, l'innovation numérique, l'expertise et la sécurisation des grands projets numériques.

B. Les impacts et perspectives de cette transformation sur les agents

Dans la continuité de la suite numérique celle-ci pourrait s'avoir aux élus et agents publics territoriaux. L'ambition est de mettre à disposition des collectivités un ensemble de services numériques sécurisés de qualité.

Pour ce qui est de renouveler les métiers des agents publics et devra être l'usage de cartographies les métiers et compétences, développer les outils et d'accompagnement RH, définir et prioriser ses trajectoires numériques en lien avec les métiers, partager ses expériences et se reunir de celles des autres.

Selon une étude de la DITP, 70% des effectifs parmi les 3,5 millions d'agents de l'état pourraient voir leur métier transformé grâce au numérique. Il s'agit d'automatiser les tâches les plus répétitives et de fournir aux agents les données, analyses et simulations nécessaires pour préparer le travail de terrain et les interactions avec les usagers. La transformation numérique permet de libérer du temps au profit d'interactions mieux ciblées et plus personnalisées.

En terme de perspectives, il devrait être l'usage de repenser les métiers des agents à travers le numérique et son potentiel. Il serait intéressant de cartographier les métiers et ses compétences pour permettre notamment une meilleure formation. Des démarches de gestion personnalisée de l'emploi et des compétences doivent être développées. Dans les années à venir il est important de recruter et fidéliser des personnes qualifiées en numérique et de multiplier les moyens. Le défi est d'exister dans le même sens avec les moyens qui nous sommes alloués.

Tels sont les éléments que je porte à votre connaissance. Je reste disponible pour toutes questions que vous jugerez utiles.

N°
3...14.

Le secrétaire administratif

ne rien
écrire
dans

la
partie
barrée

N°

4./24